



# **AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF**

February 06, 2026

*Intelligence for Haiti's Democratic Transition*

## RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Haïti entre dans ses dernières 24 heures avant l'expiration du mandat du CPT sans cadre de succession convenu. RFI a confirmé le 6 février que l'incertitude domine alors que le CPT contredit son engagement de janvier de partir et cherche à conserver son influence. Le parti EDE, la coalition de plus de soixante-dix partis et plusieurs groupes de la société civile rejettent catégoriquement tout rôle du CPT après demain. Chatham House met en garde contre de sérieux doutes quant à savoir si Haïti aura un gouvernement après le 7 février et identifie un cercle vicieux où la violence dissuade le financement international nécessaire pour y mettre fin. Le taux de change se maintient à environ 131 HTG par USD. Aucun incident de sécurité majeur au cours des dernières 24 heures.



## RÉSUMÉ RAPIDE POUR LES PARTIES PRENANTES

Le mandat du CPT expire le 7 février sans cadre de transition convenu  
Plusieurs acteurs nationaux rejettent toute implication du CPT après demain  
La communauté internationale soutient la poursuite du PM Fils-Aimé comme intérimaire  
Chatham House met en garde contre un cercle vicieux bloquant le financement de la sécurité  
Taux de change stable à 131 HTG par USD malgré la crise politique

## DÉVELOPPEMENT 1

Le mandat du CPT expire le 7 février 2026 sans cadre de succession contraignant et avec un large rejet national de l'influence continue du CPT. RFI a publié une évaluation majeure le 6 février confirmant qu'après 22 mois de gouvernance pendant une crise profonde, le mandat arrive à son terme avec une incertitude dominant le paysage post-transition. Gazette Haïti a rapporté le 5 février qu'avec seulement deux jours restants, le CPT cherche activement à conserver un rôle dans la nouvelle période intérimaire. Cela contredit directement la déclaration du co-président du CPT Leslie Voltaire du 10 janvier à Jacmel affirmant que le conseil a signé pour partir et ne serait plus légitime à partir du 8 février.

Les Engagés pour le Développement ont émis un communiqué le 3 février rejetant catégoriquement toute implication du CPT après le 7 février et accusant le conseil d'avoir gravement compromis la transition politique en servant des ambitions personnelles au détriment du peuple. En tant que signataire du Consensus Politique pour le Redressement National, EDE insiste sur un exécutif bicéphale avec un président de transition et un premier ministre excluant tous les membres du CPT. Le Kongrè Patriyotik pou yon Sovtaj Nasyonan a publié un rapport le 6 février proposant une sortie concertée et pragmatique. La coalition de femmes Fanm Yo Deside a exigé une transition inclusive avant le 7 février rejetant toute prolongation vague du CPT.

La communauté internationale a convergé vers la poursuite du PM Fils-Aimé comme intérimaire. Le secrétaire d'État américain Rubio a déclaré le 23 janvier que le CPT doit être dissous d'ici le 7 février sans acteurs corrompus et que Fils-Aimé doit continuer. L'Atlantic Council a identifié Fils-Aimé comme le choix préféré de Washington pour diriger le gouvernement après le 7 février. La représentante spéciale de l'ONU Ruiz Massieu a déclaré le 20 janvier que la Constitution permet au PM de rester si aucun successeur n'est désigné. L'OEA a confirmé le 22 janvier que le mandat se termine le 7 février selon l'Accord du 3 avril 2024 et que l'Article 13 interdit l'extension. Le Groupe de Personnalités Éminentes de la CARICOM a déclaré le 9 janvier qu'il est vital que les parties prenantes parviennent à un consensus avant le 7 février.

L'impasse fondamentale entre le CPT cherchant à conserver son influence et le large rejet national de tout rôle du CPT crée une tension politique maximale avec moins de 24 heures restantes. Un éditorial de RHI News a déclaré que le 7 février 2026 marque la Grande Démission représentant l'échec de la transition et la capitulation des élites. La trajectoire mène à ce que l'éditorial décrit comme l'exploitation des ressources haïtiennes pour répondre aux besoins stratégiques des puissances étrangères particulièrement dans les technologies avancées. La fenêtre pour un consensus négocié s'est effectivement fermée.



### CONTEXTE HISTORIQUE

Le CPT a été établi par l'Accord du 3 avril 2024 suite à l'effondrement de la gouvernance après l'assassinat du président Moïse en juillet 2021. Le mandat du conseil était explicitement limité dans le temps jusqu'au 7 février 2026 avec les préparations électorales comme objectif principal. L'Article 13 de l'accord interdit l'extension du mandat. La crise actuelle reflète l'échec du CPT à organiser des élections ou à établir un cadre de succession viable malgré 22 mois au pouvoir.

### POINTS DE DISCUSSION

Le mandat du CPT expire légalement le 7 février 2026 selon l'Accord du 3 avril 2024  
Le CPT cherche à conserver son influence contredisant son engagement de janvier de quitter le pouvoir  
Le parti EDE, la coalition de plus de soixante-dix partis et plusieurs groupes de la société civile rejettent le rôle du CPT  
La communauté internationale soutient la poursuite du PM Fils-Aimé en vertu des dispositions constitutionnelles  
Aucun consensus négocié atteint avec moins de 24 heures restantes  
L'opposition nationale conteste la légitimité de l'arrangement soutenu par la communauté internationale

### DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les organisations internationales devraient publier des déclarations coordonnées le 7 février reconnaissant la poursuite du PM et établissant un cadre d'engagement clair

Le secteur privé devrait maintenir des plans de continuité opérationnelle en supposant que l'arrangement intérimaire du PM prévaudra

Les acteurs politiques devraient prioriser la préparation électorale plutôt que de contester les mécaniques de transition

Les organisations humanitaires devraient positionner les ressources pour un déplacement potentiel si la sécurité se détériore pendant la transition

Surveiller les résistances des membres du CPT ou les manuvres de dernière minute le 7 février



## CONFIANCE



**Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.**

## DÉVELOPPEMENT 2

Chatham House a publié un document de politique le 4 février identifiant le cercle vicieux d'Haïti où le financement nécessaire pour mettre fin à la violence n'arrive pas à cause de la violence elle-même. L'analyse exprime de sérieux doutes quant à savoir si Haïti aura un gouvernement après le 7 février et confirme que des batailles intestines ont éclaté sur ce qui devrait suivre le CPT, spécifiquement qui peut rester au pouvoir. Le document fait référence à l'armada flottant juste à l'extérieur de Port-au-Prince aux côtés de la pression diplomatique. La thèse centrale soutient qu'au-delà de la restauration de la sécurité, une poussée pour reconstruire la société haïtienne et créer des emplois est vitale pour toute solution durable.

L'analyse a été publiée aux côtés d'une feuille de route de Chatham House du 18 janvier pour la réforme de la sécurité et de la gouvernance en Haïti recommandant l'établissement d'une vision stratégique nationale, des réglementations intérimaires et la clarification des mandats de la police, de l'armée et du renseignement. Le concept de cercle vicieux met en évidence comment l'insécurité dissuade l'investissement international et le soutien institutionnel nécessaires pour traiter les causes profondes de la violence. Cela crée un cycle auto-renforçant où la détérioration de la sécurité empêche le développement économique et le renforcement des capacités de gouvernance nécessaires pour améliorer la sécurité.

La référence à une armada à l'extérieur de Port-au-Prince suggère d'importants actifs militaires internationaux positionnés pour des opérations d'urgence. Cela s'aligne avec le calendrier de déploiement de la MSS et indique des préparatifs pour une escalade de sécurité potentielle

pendant la transition du 7 février. La composante de pression diplomatique reflète la position coordonnée des États-Unis, de l'ONU, de l'OEA et de la CARICOM soutenant la poursuite du PM et la dissolution du CPT. La combinaison du positionnement militaire et de la coordination diplomatique démontre la détermination internationale à prévenir l'effondrement de la gouvernance.

L'accent mis sur la reconstruction sociétale et la création d'emplois représente un changement analytique significatif des opérations de sécurité pures vers les exigences de développement structurel. Chatham House soutient que même des opérations anti-gangs réussies ne produiront pas de stabilité durable sans traiter le chômage, les opportunités économiques et la cohésion sociale. Cela remet en question l'approche internationale actuelle axée principalement sur le déploiement de la MSS et le renforcement des capacités de la PNH.



## **CONTEXTE HISTORIQUE**

Chatham House est un institut politique de premier plan basé au Royaume-Uni avec une expertise établie sur Haïti. L'analyse du 4 février s'appuie sur des décennies de recherche concernant les États fragiles et la reconstruction post-conflit. Le concept de cercle vicieux a été appliqué à de multiples contextes où l'insécurité empêche l'investissement nécessaire pour traiter les causes de l'insécurité. L'application haïtienne est particulièrement aiguë étant donné le contrôle des gangs sur environ 90 pour cent de Port-au-Prince et l'effondrement de la prestation des services de base.

## **POINTS DE DISCUSSION**

Chatham House identifie un cercle vicieux où la violence dissuade le financement nécessaire pour mettre fin à la violence

De sérieux doutes exprimés quant à savoir si Haïti aura un gouvernement après le 7 février

Des actifs militaires internationaux positionnés à l'extérieur de Port-au-Prince pour des contingences

La restauration de la sécurité seule est insuffisante sans développement économique et création d'emplois

L'approche actuelle axée sur le déploiement de la MSS peut manquer les exigences structurelles

La pression diplomatique et le positionnement militaire démontrent l'engagement international

## **DÉCISIONS RECOMMANDÉES**

Les institutions financières internationales devraient développer des cadres de relance économique parallèlement aux opérations de sécurité

Les gouvernements donateurs devraient engager un financement de reconstruction conditionnel

à la stabilisation de la gouvernance

Le secteur privé devrait s'engager dans la planification de la reconstruction pour assurer la viabilité commerciale

Les acteurs politiques devraient intégrer le développement économique dans la planification de transition au-delà des élections

Le mandat de la MSS devrait s'étendre pour inclure la protection des infrastructures économiques et des sites d'emploi



## CONFIANCE



**Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.**

## DÉVELOPPEMENT 3

Les conditions de sécurité montrent une stabilité relative au cours des dernières 24 heures sans attaques majeures de gangs ni incidents signalés. Cela prolonge le calme depuis l'alerte de l'ambassade des États-Unis du 31 janvier malgré que Port-au-Prince reste environ 90 pour cent sous contrôle des gangs. La PNH a mené une frappe de drone le 17 janvier ciblant la résidence de Jimmy Barbecue Cherizier avec le porte-parole de la police Frantz Lerebours confirmant que l'opération a démolie sa maison et réduit les chances de sa faction de rétablir une présence. La police exprime l'espoir de reprendre le contrôle de la capitale dans un avenir proche grâce à des opérations intensives depuis fin décembre.

Le déploiement de la MSS se situe à environ 950 à 1000 personnels contre une force autorisée de 5550 avec une date limite opérationnelle UNSOH du 1er avril. L'envoyé de l'ONU a déclaré que le déploiement complet de la MSS devrait se produire d'ici l'été au plus tard d'ici l'automne. Dix-huit nations ont engagé du personnel de sécurité pour la force. Le bilan des opérations de drones de mars à septembre 2025 a atteint 547 morts dont 527 membres présumés de gangs et 20 civils dont 11 enfants. L'évaluation de l'ONU a déterminé que ces opérations étaient probablement illégales en vertu du droit international des droits de l'homme.

La région de l'Artibonite a connu une augmentation de 210 pour cent des homicides intentionnels entre janvier et août 2025 avec 1303 victimes comparé à 419 pendant la même période de 2024. Cela indique l'expansion des gangs au-delà de Port-au-Prince dans des zones agricoles auparavant stables. L'Atlantic Council a averti que la transition du 7 février crée une vulnérabilité de coordination de la sécurité. Depuis l'assassinat du président Moïse en juillet 2021, Haïti se trouve enlisé dans la tourmente avec un gouvernement largement non fonctionnel, une économie effectivement paralysée et des services de base en effondrement.

Le risque que les gangs exploitent le vide politique est élevé au cours des prochaines 72 heures. L'absence d'incidents de sécurité au cours des dernières 24 heures peut refléter les calculs des dirigeants de gangs concernant le moment de la transition plutôt qu'un contrôle amélioré de la PNH. Le calendrier de déploiement de la MSS et la date limite opérationnelle UNSOH créent une pression pour des gains de sécurité visibles pendant la période de transition. Cependant, la force reste significativement sous-effectif et les structures de commandement restent floues.



## CONTEXTE HISTORIQUE

Le contrôle territorial des gangs à Port-au-Prince s'est accéléré suite à l'assassinat du président Moïse et au vide politique subséquent. La fédération G9 dirigée par Jimmy Cherizier a consolidé le contrôle sur des quartiers stratégiques et des infrastructures critiques incluant le port et les terminaux de carburant. L'assistance internationale en matière de sécurité s'est effondrée après que la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU d'octobre 2022 n'ait pas réussi à autoriser une force multinationale. La MSS dirigée par le Kenya représente une réponse retardée et sous-financée à une crise de sécurité qui s'est métastasée sur trois ans.

## POINTS DE DISCUSSION

Aucun incident de sécurité majeur au cours des dernières 24 heures mais les conditions sous-jacentes sont inchangées

Port-au-Prince reste 90 pour cent sous contrôle des gangs malgré les opérations de la PNH

Déploiement de la MSS à 950 à 1000 personnels contre 5550 autorisés

La date limite opérationnelle UNSOH du 1er avril crée une pression temporelle

Les homicides de l'Artibonite ont augmenté de 210 pour cent indiquant l'expansion régionale des gangs

La transition du 7 février crée une vulnérabilité élevée de coordination de la sécurité

## DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Le personnel de sécurité devrait maintenir une préparation maximale du 7 au 9 février

Les entreprises devraient mettre en uvre des protocoles de mouvement restreint pendant la période de transition

Les organisations humanitaires devraient pré-positionner les approvisionnements en supposant un accès perturbé

Le commandement de la MSS devrait accélérer le calendrier de déploiement avant la date limite du 1er avril

Les acteurs de la transition politique devraient établir un cadre clair de coordination de la sécurité le 7 février

Surveiller les schémas d'activité des gangs pour l'exploitation du vide politique



## CONFIANCE



**Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.**

## DÉVELOPPEMENT 4

Les protections TPS restent en place suite à l'injonction du juge Reyes du 2 février contre l'ordonnance de révocation de l'administration Trump. L'administration Trump a indiqué son intention de faire appel devant la Cour suprême. L'Atlantic Council a averti que les vols de déportation des États-Unis arrivant à Cap-Haïtien pourraient submerger la capacité locale, risquant la déstabilisation de l'une des régions les plus stables du pays, particulièrement étant donné le secteur textile vital basé là. La Chambre a adopté H.R. 6504 étendant les programmes HOPE et HELP le 11 janvier avec une action du Sénat toujours en attente.

Le taux de change démontre une stabilité remarquable à environ 131 HTG par USD malgré la crise politique. La fourchette sur sept jours est de 130,69 à 131,21 avec une dépréciation sur douze mois de seulement 0,53 pour cent. Trading Economics prévoit un taux de fin de premier trimestre de 130,73 et un taux sur douze mois de 128,86. Cette stabilité persiste malgré la tourmente politique, probablement soutenue par des flux de transferts de fonds stables de 4,1 milliards USD annuellement et l'intervention de la BRH.

Les indicateurs humanitaires montrent 1,4 à 1,5 million de personnes déplacées et environ 2 millions confrontées à une insécurité alimentaire aiguë. Le budget électoral nécessite 137 millions USD avec seulement la moitié financée. L'Atlantic Council a noté que Cap-Haïtien abrite le secteur textile vital d'Haïti que le Congrès des États-Unis a récemment voté pour continuer à soutenir. Les procédures de vote de la diaspora restent non publiées malgré l'autorisation du CEP rendant les calendriers électoraux de plus en plus incertains.

La combinaison de la protection TPS, de la stabilité monétaire et de l'extension en attente de HOPE HELP fournit une continuité économique relative pendant la transition politique. Cependant, la crise humanitaire continue de se détériorer avec le déplacement et l'insécurité alimentaire atteignant des niveaux critiques. L'écart de financement pour les opérations électorales crée des contraintes pratiques sur les calendriers de transition indépendamment des accords politiques. La concentration du secteur textile à Cap-Haïtien rend cette région vulnérable aux impacts des déportations.



## CONTEXTE HISTORIQUE

Le TPS a été initialement désigné pour Haïti suite au tremblement de terre de janvier 2010 et a été prolongé par des administrations successives. La révocation de janvier 2026 par l'administration Trump représente la première tentative de mettre fin aux protections malgré les conditions de crise continues. Les programmes de préférences commerciales HOPE et HELP ont été établis pour soutenir la fabrication textile haïtienne et la création d'emplois avec des exigences de renouvellement périodique du Congrès. La stabilité de la gourde reflète la forte dépendance d'Haïti aux transferts de fonds qui constituent environ 30 pour cent du PIB.

## POINTS DE DISCUSSION

L'injonction TPS tient mais l'administration Trump fait appel devant la Cour suprême  
Taux de change stable à 131 HTG par USD malgré la crise politique  
L'extension HOPE HELP a été adoptée par la Chambre en attente d'action du Sénat  
Le secteur textile de Cap-Haïtien vulnérable aux impacts des déportations  
1,4 à 1,5 million de personnes déplacées avec 2 millions en insécurité alimentaire  
Budget électoral à moitié financé créant des contraintes de calendrier

## DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les communautés de la diaspora devraient surveiller les développements de l'appel TPS devant la Cour suprême  
Le secteur textile devrait préparer des plans d'urgence pour d'éventuelles déportations de travailleurs  
Le secteur privé devrait maintenir la couverture du taux de change malgré la stabilité actuelle  
Les organisations humanitaires devraient intensifier les opérations de sécurité alimentaire avant la saison des plantations  
Les donateurs internationaux devraient combler l'écart de financement électoral pour permettre un calendrier crédible  
Le cadre de transition politique devrait tenir compte des contraintes de ressources



## CONFIANCE



**Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.**

### À SURVEILLER

#### PROCHAINES 24 À 48 HEURES

Dissolution formelle du CPT ou résistances de membres le 7 février déterminant si la transition se produit en douceur ou de manière conflictuelle. Déclaration du PM Fils-Aimé déclarant le statut intérimaire et le cadre constitutionnel établissant la base légale pour la gouvernance continue. Reconnaissance internationale immédiate des États-Unis, de l'ONU, de l'OEA et de la CARICOM conditionnant la légitimité post-transition. Réponse des gangs au vide politique et continuité opérationnelle de la PNH pendant la période de transition. Tout mouvement de protestation pour ou contre le résultat de la transition indiquant les niveaux d'acceptation nationale. Calendrier de demande de suspension d'urgence devant la Cour suprême pour le TPS affectant la planification de la diaspora.

#### CETTE SEMAINE

Structure de gouvernance post-transition clarifiant si l'arrangement PM seul prévaut ou si une nouvelle formation exécutive émerge. Le représentant spécial de la MSS Jack Christofides assumant son poste mi-février établissant la coordination internationale de la sécurité. Continuité du cabinet ou remaniement indiquant des compromis politiques atteints. Incidents de sécurité ou tentatives d'exploitation par les gangs pendant la fenêtre de vulnérabilité de transition. Action du Sénat sur HOPE HELP déterminant la stabilité du secteur textile. Toute déclaration ou action de membres du CPT contredisant le résultat de la transition.

#### HORIZON STRATÉGIQUE

Déclaration du CEP sur la faisabilité du premier tour d'élections du 30 août étant donné l'incertitude politique et les contraintes de financement. Accélération du déploiement de la MSS vers la date limite opérationnelle UNSOH du 1er avril nécessitant des gains de sécurité visibles. Conférence de donateurs internationaux ou engagements de financement abordant l'analyse du cercle vicieux de Chatham House. Détérioration de la sécurité de l'Artibonite étendant potentiellement le contrôle territorial des gangs au-delà de Port-au-Prince. Décision de la Cour suprême sur le TPS affectant environ 300000 ressortissants haïtiens aux États-Unis. Escalade de la crise humanitaire si les tendances de sécurité alimentaire et de déplacement continuent sans assistance accrue.

#### SOURCES PRIMAIRES

RFI Analyse Haïti 6 février 2026

Gazette Haïti Rapport Positionnement CPT 5 février 2026

Les Engagés pour le Développement Communiqué 3 février 2026

Kongrè Patriyotik pou yon Sovtaj Nasyonal Rapport 6 février 2026

## AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

Chatham House Analyse Cercle Vicioux 4 février 2026  
Chatham House Feuille de Route Sécurité Gouvernance 18 janvier 2026  
Reuters Déclaration Rubio CPT 23 janvier 2026  
Atlantic Council Analyse Haïti 29 janvier 2026  
UN News Déclaration Ruiz Massieu 20 janvier 2026  
OEA Déclaration Secrétariat Général 22 janvier 2026  
Haiti Libre Rapport Zapping CPT 6 février 2026  
RHI News Éditorial Analyse 7 février 31 janvier 2026  
France24 Rapport Opérations PNH 17 janvier 2026  
UN Security Council Report Évaluation Haïti janvier 2026  
Relief Web Rapport Secrétaire Général BINUH janvier 2026  
Trading Economics Données Taux Change Haïti 6 février 2026  
Vant Bef Info Déclaration Fanm Yo Deside 1er février 2026  
Amitiefm Déclaration EPG CARICOM 9 janvier 2026